

L'occasion de faire le ménage après le 7 juin

L'organisation Transparency International Belgium a interrogé certains candidats au scrutin de dimanche en matière de bonne gouvernance. Une large majorité de ceux qui ont répondu souhaite des changements en profondeur.

"La nouvelle législature régionale se présente comme une opportunité d'avancées importantes en matière de transparence publique", croit savoir Transparency International Belgium, une organisation qui se dit apolitique et qui lutte contre la corruption. Celle-ci a sondé 1.993 candidats au scrutin dont 546 ont répondu, soit environ 25%.

Selon les résultats de l'enquête présentée mercredi à l'Institut des réviseurs d'entreprises, à Bruxelles, les candidats veulent aller plus loin en matière de contrôle du cumul des mandats en réglementant par la loi (84%).

Une majorité importante se dégage également en faveur d'une déclaration des revenus et avantages liés aux mandats privés. La déclaration de mandats publics est déjà rendue obligatoire. En revanche, à l'exception de la Wallonie, les revenus et avantages y afférents ne font pas l'objet d'une déclaration. 90% des candidats flamands et 97% des candidats bruxellois y sont favorables.

Enfin, une écrasante majorité des candidats considère que les subventions et marchés et publics manquent toujours de transparence. Selon eux, il est nécessaire que les pouvoirs publics subsidiants imposent aux entreprises privées un code de déontologie encadrant certaines pratiques, notamment concernant les rémunérations des dirigeants.

Les résultats présentés n'ont pas été pondérés par parti, ce qui rend difficile une analyse plus fouillée des données disponibles.